laTrompette



JACQUES DEMARTHON/AFP/Getty Images

L'Allemagne et la France : le temps est venu de s'entendre sur les impôts de l'IJF

Dans sa lutte contre Apple et Google, l'Europe pourrait enfin atteindre un plan fiscal commun.

- le personnel de la Trompette
- <u>22/09/2017</u>

La France et l'Allemagne sont fatiguées des grands géants de la technologie d'Amérique comme Google, Apple, Amazon et Facebook qui ne paient pas ce qu'ils croient être une « contribution équitable ». À la mi-septembre, les deux nations dévoileront leur nouveau plan fiscal pour bloquer ces échappatoires et pour forcer les géants de la technologie à payer plus d'impôts.

Le ministre français des Finances Bruno Le Maire a fait l'annonce en utilisant Facebook Live Chat, un produit de l'une des sociétés qu'il veut imposer.

Bloomberg a rapporté ces développements plus tôt ce mois-ci (pas d'italique dans l'original) :

La répression contre les entreprises de technologie fait partie de l'approche musclée du président Emmanuel Macron pour assurer des conditions plus équitables, après avoir vu personnellement pendant sa campagne électorale comment les entreprises françaises ont du mal à rivaliser avec les pays où les impôts et les paiements de sécurité sociale sont moins élevés. À cet effet, *Macron renouvelle un appel plus large aux 19 États de la zone euro de mieux aligner leurs systèmes fiscaux*. Le Maire a déclaré que l'engagement de Macron de réduire les impôts des sociétés à 25 pour cent d'ici la fin de son mandat de cinq ans devrait être considéré comme une remarque d'ouverture dans ce processus. Il a exhorté les pays ayant des taux d'imposition plus bas à les élever. ...

Encore une fois, l'alliance historique du pays avec l'Allemagne est au cœur du plan de Le Maire visant à rassembler d'autres pays de l'UE. Il a déclaré que lorsque les deux plus grandes économies de la zone euro seront alignées, ce serait la base d'une convergence plus large.

« L'objectif est une taxe commune sur les sociétés avec l'Allemagne en 2018 qui devrait servir de base à une harmonisation au niveau des 19 États membres de la zone euro », a-t-il déclaré.

L'angle le plus important ici n'est pas l'impact négatif potentiel sur les marges bénéficiaires des géants technologiques américains, ni la concurrence accrue que ces entreprises pourraient avoir des entreprises étrangères une fois qu'elles sont handicapées par des taxes plus élevées et plus de restrictions. Au contraire, le facteur le plus important ici est le mouvement vers un plan fiscal commun de l'Union européenne. L'essence de cette question concerne la souveraineté nationale et si un pays a le droit de déterminer son propre système fiscal.

Demandez simplement aux Grecs. Leur ancien ministre des Finances, Yanis Varoufakis, a appelé la Grèce un « esclave » des créanciers. Parmi les demandes des créanciers : Réviser le système d'imposition.

Le 28 août, lors d'une réunion avec Macron, la chancelière allemande Angela Merkel a approuvé l'idée d'un « Fonds monétaire européen ». Selon Reuters, Merkel a déclaré « qu'elle pourrait imaginer créer un ministre européen pour la

[

La *Trompette* a rapporté sur les plans de l'UE pour un plan fiscal commun dans le passé. La Commission européenne a présenté une proposition en 2011. La France et l'Allemagne ont essayé de nouveau en 2012. Il y a eu d'autres tentatives. Cette fois-ci, il y a une différence : La Grande-Bretagne, l'obstacle principal à une plus grande coordination fiscale, est en train de quitter l'UE—comme prophétisé par Herbert W. Armstrong il y a 44 ans. Lorsque Brexit sera terminé, la France et l'Allemagne auront un pouvoir beaucoup plus grand au sein de l'Union et pourraient potentiellement avancer beaucoup plus rapidement vers une sorte d'union fiscale.

En 1956, M. Armstrong a dit aux lecteurs de la *Pure Vérité* : « L'Allemagne est le cœur économique et militaire de l'Europe. Probablement l'Allemagne mènera et dominera les États-Unis d'Europe à venir. Mais la Grande-Bretagne n'en fera pas partie. » (Pour notre collection des prévisions exactes d'Herbert W. Armstrong, lisez *II avait raison*).

En utilisant la prophétie biblique, M. Armstrong prévoyait depuis des décennies une Union européenne de la fin des temps qui serait liée économiquement, politiquement et militairement. Nous voyons des éléments des trois aujourd'hui, mais l'Union n'est pas solide. Il y a d'énormes fissures dans le moule qui doivent être remplies. Le *Wall Street Journal* a fait valoir il y a près d'une décennie dans une pièce intitulée « Le temps est venu pour la zone euro de grandir » : « Il faudrait un gouvernement fédéral européen *doté d'un pouvoir substantiel de taxer et de dépenser*, avec l'habilité de redistribuer les ressources et d'imposer une discipline budgétaire à travers le continent. »

Comme l'a noté le *Wall Street Journal*, un système fiscal commun à travers l'Europe et un « ministre européen des Finances » constitueraient un grand pas vers la solidification et la maturation de cette union.

Lors de la création de l'Union européenne, même les europhiles les plus dévoués estimaient que le droit à l'imposition était un pouvoir que les nations individuelles devraient retenir. « C'était compris depuis longtemps que c'était quelque chose que le peuple européen n'accepterait jamais », a écrit *Spiegel Online* le 30 juillet 2015. « Mais avec les dirigeants européens qui se rendent régulièrement à Bruxelles pour assister à des réunions de crise sur une base presque hebdomadaire, l'opinion publique a changé. »

Tant de choses ont changé depuis qu'Herbert W. Armstrong a prophétisé d'une puissante Union européenne. Mais au fur et à mesure que les événements et les crises se propagent dans le cycle des événements, l'homme appelle ensuite l'histoire, et ils créent inévitablement une image qu'il a décrite des décennies plus tôt. Ici, nous voyons l'Europe, se dépêchant—cette fois avec la fiscalité—pour devenir la puissance unifiée qu'elle est destinée à être.

